

25 juillet 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Hosni Moubarak, Président de la République arabe d'Egypte, sur les relations franco-égyptiennes, la prochaine inauguration de la bibliothèque d'Alexandrie et le bombardement israélien de Gaza, Paris le 25 juillet 2002.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, vous comprendrez d'abord que je me réjouis de la venue du Président Moubarak à Paris, où il est chez lui, naturellement, et que je le remercie d'avoir bien voulu faire ce voyage qui nous a permis d'avoir un échange de vues sur les principaux problèmes du temps et du moment, nos relations bilatérales, mais cela ne pose aucune difficulté, les problèmes internationaux, et notamment ceux qui touchent à la situation au Moyen-Orient, à l'Iraq ou au Soudan. Sur l'ensemble de ces problèmes, une fois de plus, il est apparu clairement que la position du Président Moubarak et la mienne, la position de nos deux pays, sont tout à fait et de façon exemplaire des positions équivalentes.

Enfin, j'ai remercié chaleureusement le Président Moubarak qui m'a invité pour l'inauguration de la Bibliothèque d'Alexandrie le 16 octobre prochain et je lui ai dit naturellement que ce serait pour moi un très grand plaisir, à la veille d'ailleurs du sommet des pays ayant le Français en partage qui se tiendra le 18 à Beyrouth, un très grand plaisir d'assister à ses côtés à l'inauguration de la Bibliothèque d'Alexandrie.

LE PRESIDENT MOUBARAK - Je suis très heureux de rencontrer le Président de la République. Notre première rencontre, si je m'en souviens bien, c'était en juin 1975, il était alors Premier ministre. Et depuis ce moment là, nous avons eu des relations constantes et solides. Ces relations ne font que s'intensifier avec les visites successives.

Nous avons traité de plusieurs sujets : bien entendu les questions bilatérales, la question du Moyen-Orient, qui a donné lieu à certaines discussions entre nous, et la question de l'Iraq également. Mais le dernier point, c'était l'invitation que j'ai eu le bonheur d'adresser au Président de la République et j'ai été très heureux de sa réponse. Auparavant, l'inauguration de la bibliothèque d'Alexandrie était prévue en avril, mais maintenant que cela a été reporté et que cela se déroule en octobre, le Président n'a plus aucune excuse. Et donc je suis heureux d'apprendre qu'il va venir.

QUESTION - Monsieur le Président, vous venez en visite en France puis en Espagne. Que demandez-vous à l'Europe et que pouvez-vous attendre de l'Europe ?

LE PRESIDENT MOUBARAK - Je dirai que l'Europe comprend bien la question du Moyen-Orient. L'Europe, surtout la France, comprend bien l'importance de cette région. Lorsque je viens en France, en Europe mais en France surtout, nous avons un échange de vues concernant les diverses questions d'actualité, dont le Moyen-Orient, et toutes les autres questions que nous venons d'évoquer et sur lesquelles, comme j'ai dit, il y a une identité de vues.

QUESTION - Est-ce que la France est pour le changement du régime en Iraq ? Deuxième question, comme vous savez, des responsables israéliens de haut niveau ont exprimé leur regret

de ce qui s'est passé il y a deux jours à Gaza, sauf Ariel Sharon qui n'a rien dit à ce propos. La communauté internationale peut-elle négocier avec un Premier ministre qui n'a même pas exprimé ses regrets à des enfants qui ont été tués, assassinés, il y a quelques jours ?

LE PRESIDENT - Sur le premier point, la France pense que le régime iraquien et les autorités iraqiennes seraient bien inspirés d'accepter la seule solution possible, qui est l'accord avec le Secrétaire général de l'ONU pour le retour sans condition des inspecteurs de l'ONU.

S'agissant de l'acte qui a été commis à Gaza, la France a clairement exprimé sa condamnation.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que la France partage la conviction égyptienne qui voit l'impossibilité de faire des réformes ou des élections sans le retrait israélien total des territoires occupés ?

LE PRESIDENT - J'ai observé depuis très longtemps que l'Egypte et la France avaient les mêmes réactions, les mêmes observations, les mêmes conclusions sur la plupart des sujets internationaux et notamment pour tout ce qui touche au problème du conflit au Moyen-Orient. Et, dans le cas particulier, je partage également l'avis du Président MOUBARAK.

QUESTION - Une question pour le Président MOUBARAK. Le Ministre saoudien des Affaires étrangères a indiqué que, quel qu'il soit, le responsable en Israël devait être sévèrement puni, l'Observateur de Palestine à l'ONU parle de crime de guerre. Quelle est votre réaction à ce qui s'est passé à Gaza l'autre jour et êtes-vous en accord avec ces commentaires ?

LE PRESIDENT MOUBARAK - Je voudrais dire une chose sur la frappe qui a eu lieu à Gaza. Il y avait à ce moment là, quelque temps auparavant, des tentatives qui étaient faites, en direction du Hamas également, pour arriver à un arrêt des violences, pour que certaines réformes soient entreprises suivies d'un retrait israélien. L'OLP avait présenté une initiative et, quelque temps auparavant, j'avais reçu moi-même le Ministre de la défense israélien. Et nous avons parlé. Et il y a eu cette abominable frappe à Gaza. Cela montre bien que le Premier Ministre israélien n'était sans doute pas content de ces initiatives, de ces efforts, et il s'est dit : je vais faire cette frappe à Gaza pour saboter tous ces efforts. Mais il faut bien qu'il comprenne que, s'ils ne veulent pas régler, s'il n'y a pas la paix, eh bien, c'est la ruine assurée pour tout le monde, pas seulement pour les Palestiniens mais pour le peuple israélien lui-même, qui ne pourra plus vivre normalement. Et c'est pour cela que je les invite à réfléchir d'une manière rationnelle car cela rapportera également au peuple israélien le plus grand malheur.

Je ne comprends pas une chose, je dois le souligner, je ne comprends absolument pas qu'en voulant attenter à la vie d'un dirigeant du Hamas, on s'en soit pris ainsi à tout un immeuble qui a été détruit avec tous ses habitants, y compris les enfants. C'est une scène abominable qui ne peut que susciter la tristesse et le choc chez tout être humain doué d'un sentiment.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous partagez l'opinion du Président MOUBARAK qui considère que le Président ARAFAT est le seul qui puisse négocier avec les Israéliens ?

LE PRESIDENT - Je pense, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, comme le Président MOUBARAK.

Choukrane. Merci